



ARRETE PREFECTORAL
portant mise en demeure

Société RES à Grésin

LE PREFET DE LA SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2001, réglementant les activités du site modifié le 8 mars 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2009, imposant une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2010 portant délégation de signature à M. Didier MAMIS, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, publié au Recueil des actes administratifs le 29 juin 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Didier MAMIS, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations à Mme Carole PELISSOU, directrice départementale adjointe de la cohésion sociale et de la protection des populations, publié au Recueil des actes administratifs le 8 juillet 2010 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 29 juin 2010, faisant suite à l'inspection menée le 4 juin 2010 ;

Constatant l'absence de mise en place d'une surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans les eaux conformément à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 précité ;

Considérant que cette situation présente des dangers pour la préservation des intérêts visés à l'article L. 511.1 puisqu'elle ne permet pas de connaître la caractérisation des rejets du site dans le milieu récepteur, notamment pour les substances les plus dangereuses ;

Considérant dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514.1 du code de l'environnement précité ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société RES est mise en demeure de respecter, **avant le 01/09/2010**, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Grésin au lieu-dit Les usines, les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2009, à savoir :

« L'exploitant met en œuvre **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent ;
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation. »

Article 2 :

Si à l'échéance fixée ci-dessus l'exploitant n'a pas satisfait à ses obligations, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par ce même code.

Article 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Grésin.

Chambéry, le **29 JUL. 2010**

LE PREFET

Pour le préfet et par délégation
Pour le Directeur départemental,
La Directrice départementale adjointe


Carole PELISSOU